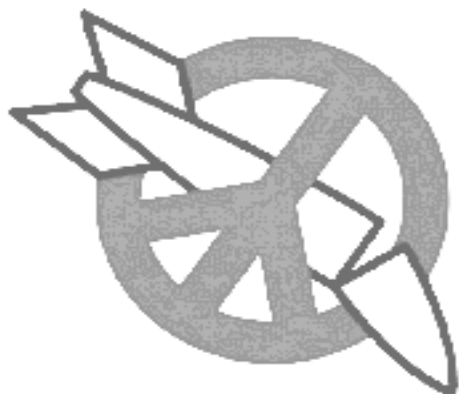




EDITO: Luttés dans le 15^{ème}

ILS MONTRENT LA VOIE

Le courage des facteurs *grévistes* a payé et paiera

Collectif budgétaire: Pas d'argent pour l'école mais de l'argent pour la guerre !

Le deuxième plan Fillon d'austérité sera discuté par le Parlement à partir de la fin novembre 2011. Dans le projet de « collectif budgétaire », il n'y a pas que des impôts injustes en plus (TVA) et des dépenses sociales en moins. Il y a aussi des dépenses en plus.

391 millions d'euros sont ainsi inscrits pour compléter le budget militaire au titre des opérations à l'extérieur (opex).

Il s'agit de la partie avouée du coût de la guerre en Libye. Ces 391 millions s'ajoutent aux 900 millions d'euros déjà budgétisés cette année pour les « opex » en Afghanistan, en Côte d'Ivoire et un peu partout dans le monde.

L'armée obtient aussi pour Noël 75 millions d'euros pour payer des compléments de solde aux soldats engagés dans les « opex ». Peut-être pour offrir des chocolats aux familles des 76 morts français dans la guerre d'Afghanistan. Sûrement pas pour les milliers de morts afghans !

Au total, les guerres extérieures coûtent, officiellement, 1,5 milliards d'euros, le double si l'on tient compte des dépenses d'armement inscrites dans le budget « normal » de la défense.

3 milliards d'euros : c'est la somme, présentée comme exorbitante par le pouvoir, que représenterait la recreation des 65.000 postes dans l'éducation nationale supprimés depuis 2007.

Plus un soldat français à l'étranger ! Retrait des troupes d'Afghanistan ! Sortie de la France de l'OTAN et de la défense européenne !

Après 17 jours, les facteurs du 15^{ème} arrondissement ont suspendu leur grève le samedi 12 novembre 2011. Le mouvement, à l'appel des organisations syndicales CGT et SUD, a été largement suivi, jusqu'à 70% avec un noyau dur qui a manifesté un courage encore plus remarquable.

Il faut saluer ce mouvement pour ce qu'il représente dans le contexte général.

La direction de La Poste, comme les autres entreprises privées et publiques, profitent de l'orchestration nationale du chantage à la dette publique, à la « crise », pour faire passer suppressions d'emploi, remise en cause des conditions de travail, baisse des salaires réels. Les patrons se passent le mot : pas le moindre compromis, écrasons tout mouvement. La situation politique leur est très favorable. Tout espoir de changement est renvoyé par les media et l'idéologie dominante vers les élections de 2012 et une molle alternance. D'ici là subir pour après cela subir encore...

Les postiers grévistes du 15^{ème} font partie de ceux qui disent non, qui ne renoncent pas à la lutte. Comme les agents hospitaliers de l'hôpital Vaugirard qui se battent en ce moment pour l'intégration des CDD de la filière hôtelière. Comme les agents du nettoyage de la Ville de Paris qui feront grève contre les privatisations, pour les salaires le 29 novembre. Comme les agents du Pôle emploi. Comme, hors du 15^{ème}, les ouvriers de la sidérurgie, des raffineries etc.

Les facteurs grévistes ont obtenu de vrais résultats, certes encore loin du compte : 7 titularisations de CDD, la sacoche limitée à 6 kilos, des repos compensateurs... Ils ont affronté un encadrement hargneux payé pour intimider, menacer le personnel et non pour travailler. On est loin des beaux discours sur le « dialogue social ». Il a fallu 10 jours pour obtenir des négocia-

Suite de la page 1 tions. Le « management » des privés, tel qu'il est apparu au grand jour à France Télécom, c'est la violence, jusqu'à des conséquences tragiques.

Face à cela, de lutte en lutte, les postiers du 15^{ème}, notamment de nombreux jeunes, s'aguerrissent, retrouvent la culture de résistance.

Les communistes de la section du PCF Paris 15 ont diffusé massivement des tracts de soutien au mouvement. De très loin, dans les entreprises et les quartiers du 15^{ème} domine la sympathie pour ceux qui se battent, l'accord avec leurs revendications. Même les élus du 15^{ème}, dont les amis au gouvernement pilotent la déstructuration de La Poste, se sentent obligés, hypocritement, d'affirmer leur attachement au service public.



Rassemblement de soutien—impasse Bourseul

Le rapport de force, tel qu'il s'est exprimé l'an dernier pour défendre les retraites, existe toujours dans le pays. Le pouvoir travaille à diviser les salariés. Il est facile de le déjouer. Quand les postiers se battent pour l'emploi, pour le service public, pour leur statut, pour augmenter leurs salaires de misère, ils mènent une bataille qui concerne tous les travailleurs, tous les usagers.

Que sont devenus les 24 emplois supprimés au courrier dans le 15^{ème} le 21 novembre, les 200 emplois supprimés depuis 2000 ? Des chômeurs en plus, des conditions de travail intenable à La Poste, des emplois déqualifiés dans le privé, ultra-précaires, de coursiers ou de porteurs de journaux payés au lance-pierre.

Les gouvernements successifs ont vidé les caisses de l'Etat pour brader notre pays au patronat et aux capitalistes (les « marchés financiers », c'est-à-dire les grosses fortunes). Maintenant, ils veulent faire payer une deuxième fois les travailleurs, les retraités, les jeunes, toujours dans l'intérêt des mêmes, sur nos salaires, notre protection sociale, nos services publics.

Lorsque le gouvernement en place n'est plus capable de mener cette politique, on le change par l'équipe de réserve. Le 20 novembre ont lieu des élections anticipées en Espagne parce que la « gauche » a compris qu'il était temps de passer la main à la droite pour faire passer la même politique « d'austérité ». Même programme en France en 2012 ?

Quand ça ne marche pas avec les élections, notamment parce qu'une opposition trop forte s'exprime dans les luttes, comme en Grèce sous l'impulsion du Parti communiste, l'UE remplace elle-même arbitrairement les équipes gouvernementales. Des Eurocrates, des banquiers sont placés au pouvoir en Grèce ou en Italie sans autre forme de procès.

En France, avant comme après les élections de 2012, une seule chose comptera pour freiner la politique antisociale, pour que cela change: le niveau des luttes. Communistes, nous ne comptons pas nous perdre dans les calculs politiques, les répartitions de circonscriptions et de ministères éventuels, mais contribuer au développement et au succès de ces luttes. Voilà pourquoi, nous soutenons la bataille, qui continue, des facteurs du 15^{ème}.

**REPAS FRATERNEL DE FIN D'ANNEE—RESERVEZ VOTRE DIMANCHE 11
DECEMBRE 2011** (à partir de midi)

Attention, nouvelle adresse du Patronage laïque (nous reviendrons sur la lutte pour sa défense dans le prochain numéro).

61 rue Violet (métro Duplex)

Menu de fête complet: 22 euros. Inscription par courrier à PCF, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS ou par téléphone auprès d'Emile TORNER, 01 48 56 16 66

Précarité à l'hôpital : la mobilisation à Vaugirard (HEGP) fait reculer la direction de l'AP-HP

Une situation personnelle qui est plus qu'un symbole.

Après plus de trois ans de bons et loyaux services, Mme H., agent hospitalier en CDD à l'hôpital Vaugirard, allait être renvoyée par la direction. Comme ça, sans qu'on n'ait rien à lui reprocher, sans que l'on ne songe à son recasement, à son avenir.



La direction du groupe hospitalier réunissant l'hôpital Pitié-Salpêtrière (HEGP – 15^{ème}), l'hôpital Corentin Celton (Issy) et l'hôpital Vaugirard (15^{ème}) a-t-elle voulu faire un exemple ? C'est très imaginable. La direction de l'Assistance-publique – Hôpitaux de Paris ne connaît en ce moment qu'une politique : des économies sur tout à court terme, aux dépens des personnels, des patients, au profit des cliniques privées notamment après la loi Bachelot de 2009.

A l'HEGP, le démantèlement de la filière hôtelière, de ces personnels qui s'occupent du nettoyage des chambres et des repas des malades, 140 salariés, est en cours. L'AP-HP veut confier ces tâches au privé, à la précarité, dans tous les hôpitaux. **Mais un peu partout, les salariés résistent, défendent le service public, montrent du doigt la gabegie organisée dans l'intérêt du privé.**

A l'hôpital Vaugirard, avec l'action de la CGT, les collègues n'ont pas accepté l'injustice flagrante et révoltante contre Mme H. Par des centaines de pétitions, plusieurs rassemblements devant la direction, unissant des agents d'autres hôpitaux, comme Necker, ils ont montré le refus de cette politique qui écrase et cherche à diviser les salariés de l'hôpital. .

La direction du groupe HEGP voulait rester droite dans ses bottes. Rien pour Mme H., dont le cas devait devenir un exemple contre tous, une intimidation. La politique nationale, le chantage politique à la dette publique, à la « crise » capitaliste dont les salariés devraient régler la note, animent la politique de démantèlement de l'AP-HP.

Mais l'esprit de solidarité, la détermination des agents ont été plus forts à Vaugirard. Du refus de négocier, aux promesses illusoires, la direction a dû céder un nouveau contrat avec engagement, devant les militants CGT, d'un reclassement définitif de Mme H.

Une belle victoire qui n'a rien d'anecdotique.

Journées d'action syndicale des personnels de l'éducation nationale le 15 décembre

- contre les suppressions de poste,
- contre le recours, scandaleux à des étudiants pour remplacer les professeurs absents,
- contre la remise en cause des statuts avec les nouvelles grilles d'évaluation...

Notre tract d'octobre est le site internet.

Développement prometteur de la Jeunesse communiste dans le 15^{ème}

Nous saluons à nouveau le travail de nos camarades. 12 adhésions ont été réalisées depuis la Fête de l'Humanité. Ce mois-ci, ils ont diffusé, dans les lycées et quartiers, un tract soutien avec les facteurs grévistes, un tract sur la « crise » capitaliste en solidarité avec les travailleurs grecs, tenu une assemblée publique « jeunes travailleurs » avec de jeunes militants cégétistes centrée sur la lutte contre la précarité et pour le statut des jeunes à l'entreprise. Ils ont également tenu une formation économique sur la crise.

La section du PCF apporte tout son soutien à ces initiatives. Chers camarades et sympathisants, nous vous invitons à diriger vers la JC 15 vos jeunes collègues, vos enfants et petits-enfants, tous les jeunes susceptibles d'être intéressés et de s'impliquer dans ses actions.

SITE INTERNET: <http://jeunescommunistes-paris15.over-blog.com/> - COURRIEL: jc.paris15@laposte.net

VILLE DE PARIS ET 15^{ème} ARRONDISSEMENT

Les agents du nettoyage de la Ville de Paris seront en grève le 29 novembre à l'appel de la CGT pour leurs conditions de travail, les salaires, contre les privatisations. La municipalité de « gauche » mène une violente politique de droite dans ce domaine comme dans d'autres, inspiré par la « loi du marché ».

Nous reproduisons ci-dessous notre tract contre l'augmentation de la taxe de balayage qui établit les convergences directes entre les agents de la ville et les Parisiens.

Hausse de la taxe de balayage à Paris :

INJUSTE ET INEFFICACE !

La municipalité de Paris a voté le 27 septembre 2011 un nouveau mode de calcul de la taxe de balayage. En fait, il s'agit d'aligner les différents tarifs actuels, définis suivant une qualification des rues, sur le montant maximal existant.

Pour une grande majorité des Parisiens, cela veut dire la hausse d'un impôt particulièrement injuste.

En moyenne, chaque foyer paiera 26 euros de plus par an, la somme pouvant atteindre 45 à 50 euros.

Au total, 30 millions d'euros de rentrées supplémentaires sont attendus par la Ville.

Nous constatons que **M. Delanoë ne respecte pas son engagement de ne plus augmenter les impôts locaux après le coup de bambou des deux dernières années.** Il ne peut ignorer le niveau des loyers, des charges, la cherté de la vie à Paris, ville où les promoteurs immobiliers réalisent des profits impressionnants.

L'augmentation de la taxe de balayage est prétextée par les besoins du service public de la propreté. N'imaginons pas que cet impôt corresponde réellement au budget de la propreté (200 millions d'euros) et que son augmentation répondra aux besoins.

La propreté des trottoirs et des rues est une préoccupation exprimée largement par les habitants et

les salariés parisiens.

Elle laisse clairement à désirer, ce qui ressort de tous les conseils de quartier. Cette situation provient largement d'un déficit des budgets d'investissement et de fonctionnement décidés par la municipalité de Paris. Il manque au moins 500 agents, avec une disparité selon les arrondissements (le 15^{ème} particulièrement pénalisé). Les engins, les bennes ne sont pas renouvelés. Les pannes se multiplient. Les services de maintenance ne peuvent plus faire face. Etc.

Le plus inacceptable, c'est que la municipalité de « gauche » joue de la dégradation qu'elle organise elle-même du service public pour livrer au privé, « externaliser », des pans entiers de l'activité, comme le ramassage des ordures dans 3 arrondissements supplémentaires en 2008.

Nous payons plus cher, pour les profits des firmes privées, pour un service dégradé vu les conditions de travail indignes que subissent leurs salariés. Le 6 juillet 2011, une grève des éboueurs du 15^{ème} du groupe Pizzorno, un des bénéficiaires des contrats de la mairie, a laissé entrevoir cette réalité.

La politique « libérale » de la municipalité de M. Delanoë conduit à un gâchis complet, social et économique.

Des syndicats conséquents de la Ville



La lutte de 2008 contre la privatisation par Delanoë de la collecte des déchets dans plusieurs arrondissements: 2,5 finalement au lieu de 4 grâce à l'action que nous avons soutenue.

(dont la CGT nettoyage), des associations conséquentes de locataires et de consommateurs (dont la CNL), interviennent contre la hausse de la taxe de balayage et pour une autre politique de propreté.

Pour notre part, communistes du 15^{ème}, nous dénonçons la politique municipale actuelle. Les habitants et contribuables, soucieux de la propreté de Paris, doivent avoir tous les éléments d'information.

Nous demandons :

- **L'annulation de la hausse de la taxe de balayage. A terme, sa suppression pure et simple.**

- Un prélèvement au niveau équivalent sur les droits de mutation (ventes immobilières) avec un prélèvement spécial sur les groupes immobiliers qui tels Gecina à Beaugrenelle, Unibail aux Halles et à la Porte de Versailles profitent de la politique de la Ville pour des opérations extrêmement juteuses.

- **Le renforcement du service public** avec l'embauche immédiate de 500 agents et un plan de renouvellement du matériel.

- **La remunicipalisation effective de l'ensemble des activités de la propreté et du nettoyage.**

Assez d'effets d'optique sur la vraie-fausse remunicipalisation de l'eau à Paris ! Une vraie politique publique d'intérêt parisien pour la propreté !

Compte-rendu de mandat de Delanoë dans le 15^{ème} le 21 novembre: la défausse générale

- **Tour Triangle à la Porte de Versailles:** « ce sera beau vous verrez ». Rappelons que notre opposition n'est pas contre les tours par principe mais contre le montage financier qui accorde des avantages invraisemblables au promoteur Unibail.
 - **Centre médical Beaugrenelle:** M. Delanoë promet à nouveau son rétablissement, en secteur 1 (c'est ça de gagné—1500 pétitions) mais sans dire où et quand. Trois ans de promesse déjà! Le promoteur Gecina verrait bien juste une extension du centre de la rue Viala. La lutte continue.
 - **Vente de la Tour Beaugrenelle:** aucune réponse sur le scandale qui fait payer aux locataires des HLM et à la Ville (8,4 millions d'euros) la rénovation que Gecina, ex-propriétaire, n'a jamais accomplie.
- Gecina à Beaugrenelle, c'est 200 millions d'euros de profit pour une opération décidée par la municipalité, nuisible à la population!

ELECTIONS 2012 - PCF

Nous sommes, logiquement, de plus en plus souvent interpellés dans nos actions militantes sur les votes de 2012.

Nous y répondons d'abord par le caractère déterminant des luttes avant et après 2012: contre les plans d'austérité, contre la politique patronale, contre la super-austérité quelle que soit la majorité élue en 2012. Sarkozy et Hollande faisaient campagne ensemble pour la constitution européenne en 2005. De graves contre-réformes structurelles se préparent pour après 2012, au nom de la « crise », notamment le démantèlement du financement de la sécurité sociale, la suite des privatisations (Poste, SNCF...), la mise sous tutelle européenne du pays au moyen de l'euro etc.

La nécessité de battre la droite et de déjouer l'opération Le Pen pour détourner la colère populaire, ne saurait nous écarter de notre priorité politique: élever la riposte des travailleurs, sans laisser d'illusion sur une nouvelle alternance.

La campagne de M. Mélenchon ne nous permet de faire monter une perspective de rupture. Beaucoup de nos interlocuteurs ont d'ailleurs bien du mal à comprendre comment il peut être le candidat de la direction du PCF. Et l'effacement du PCF dans un nouvel ensemble dénommé « Front de gauche » est très dangereux pour l'avenir.

Dans ces conditions, il n'est pas question pour nous de dissuader qui que ce soit de voter Mélenchon. Mais si on nous le demande, nous expliquons pourquoi il n'est pas notre candidat et où est notre priorité politique: la lutte des classes contre le capitalisme et, pour cela, le renforcement du PCF. Les textes ci-dessous traduisent notre positionnement actuel sur les deux échéances électorales.

Pourquoi JL. Mélenchon n'est pas notre candidat.

Communistes, nous avons pris acte de la ratification en juin de la décision de la direction du PCF de se ranger derrière le social-démocrate Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle. Chacun d'entre nous à son niveau de responsabilité respecte le choix des communistes de son organisation et s'investit dans les luttes politiques de 2011 et 2012. Nous faisons remarquer cependant que le programme soi-disant « partagé » a été élaboré, après coup, strictement sans les communistes et que le congrès ordinaire du PCF a été annulé.

Nous sommes d'autant plus autorisés à réaffirmer publiquement, au-delà du vote, que Jean-Luc Mélenchon n'est pas notre candidat.

La crise du capitalisme met encore davantage en évidence la nécessité du projet de société révolutionnaire que porte le mouvement communiste. La contestation de la politique de casse sociale à l'œuvre, en voie d'aggravation au nom de la « dette publique », ne cesse de grandir. Nous y avons contribué pendant le mouvement puissant contre la casse des retraites qui s'est déjà trouvé enfermé dans la perspective électorale d'alternance.

Le choix de JL. Mélenchon, socialiste, maastrichien, ne correspond

pas au rôle politique que devrait jouer notre parti. En termes d'alliances, son Pg ne représente rien dans le pays.

Sa stratégie est étroitement électoraliste. Avec Mélenchon, le choix est fait de se préparer à une nouvelle « gauche plurielle » alors que battre la politique au service du capital nécessite de mettre à mal le consensus des forces de l'alternance UMP/PS. Avec Mélenchon, le choix est fait de s'inscrire dans l'intégration européenne et dans la continuité de l'euro, armes de destruction du capital contre les acquis sociaux et démocratiques nationaux, les résistances des peuples. Avec Mélenchon, le processus d'effacement du PCF, de ses positions historiques, de sa forme d'organisation, s'aggrave dans le « Front de gauche ».

Dans cette période, nous ferons tout notre possible pour faire vivre et renforcer le PCF selon sa raison d'être dans la lutte des classes. Nous ressentons la nécessité de faire grandir des propositions de rupture fondamentales, hors de la démagogie et de la surenchère électorales des uns et des autres, entre autres la sortie de la France de l'OTAN, un programme de nationalisations démocratiques, la rupture avec l'UE du capital et la sortie de l'euro. Dans nos entreprises, nos quartiers et nos campagnes, nous ne faillirons pas à notre engagement.

Législatives 2012 dans le 15^{ème} : notre parti, c'est le PCF et non le « Front de gauche »

Communiqué section PCF Paris 15 – 21 novembre 2011

L'assemblée de section du PCF Paris 15^{ème} du 8 novembre 2011 a abordé la question de la préparation des élections législatives de juin 2012. Les 13^{ème} et la 12^{ème} circonscriptions de Paris, redécoupées (avec un petit quartier du 7^{ème}), correspondent au périmètre de notre section.

Pour les communistes du 15^{ème}, la campagne électorale doit servir à élever la riposte à la politique de super-austérité qui se prépare, sous l'égide de l'UE, quelle que soit la majorité élue.

Les candidatures doivent partir des luttes des entreprises et des quartiers de notre arrondissement, porter des propositions de rupture.

Aussi nous nous prononçons pour des candidatures clairement présentées par le PCF prolongeant l'action de notre section.

Des candidatures PCF sont d'autant plus importantes aux législatives que le choix du Front de gauche, derrière le socialiste et Maastrichien revendiqué Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles, tend à effacer l'expression nationale de notre parti sur ses positions de classes fondamentales.

Les marchandages électoraux entre composantes du Front de gauche, comme celles entre PS, « écologistes » et Front de gauche, ne nous concernent pas. Nous constatons que les négociations politiciennes ne sont pas encore terminées. Elles traînent depuis six mois ! Nous fai-

sons remarquer que le programme soi-disant « partagé » du Front de gauche a été élaboré absolument sans les communistes.

Comme les déclarations de M. Mélenchon, il ne saurait nous engager. La direction départementale du PCF Paris organise un vote « groupé », non statutaire (il devrait avoir lieu par circonscription), sur des candidatures exclusivement « Front de gauche » et dans la seule partie des circonscriptions de Paris où les partenaires ne sont pas en conflit. Cette tambouille est incompréhensible. Mais il est clair que les communistes ne pourront se prononcer ni sur le fond, ni sur des candidatures qu'ils connaissent.

Ce vote est nul et non avenu, en particulier pour les 12^{ème} et 13^{ème} circonscriptions où se présenteraient un représentant d'un groupuscule social-démocrate et une élue d'arrondissement pointant au groupe « la gauche » avec le Parti socialiste.

En temps voulu, la section du PCF Paris 15 fera des propositions de candidatures PCF.

Il est exclu pour nous que le « Front de gauche » et ses instances se constituent en organisation parallèle regroupant des éléments socio-démocrates et supplantent le PCF.

Nous ferons vivre notre parti avant et après les élections dans l'intérêt des travailleurs.

La résistance des peuples monte contre la politique des gouvernements et de l'UE au service du capital. Au Portugal le parti communiste et la CGTP où militent ses adhérents jouent un rôle déterminant dans l'organisation et l'orientation de la lutte. Une voie à suivre.

La grève générale : une force immense pour mettre en échec le « Pacte d'agression » et sauver le pays.

Communiqué du Parti communiste portugais. Extraits—traduction Anthony Crézégut.



1– Dans des milliers d'entreprises et de lieux de travail, des millions de travailleurs ont exprimé aujourd'hui un « Non au pacte d'agression » combatif, lors d'une journée mémorable pour la défense des droits des travailleurs et d'un Portugal développé et souverain.

La grève générale convoquée par la CGTP-IN a constitué une réponse forte à la plus grande offensive depuis l'époque du fascisme. Une grève contre l'exploitation et la paupérisation, contre le cap du désastre national que le PSD, le CSD et le PS, soumis aux intérêts du grand capital national et international, veulent imposer au Portugal.

Cette grève générale est un grand moment dans l'histoire de la lutte des travailleurs et du peuple portugais, l'expression de l'intense lutte de classes engagée dans notre pays, affirmation patriotique et démocratique, élément de mobilisation et de confiance dans la lutte pour un Portugal doté d'un avenir.

2– Le PCP insiste sur l'ampleur nationale de la grève générale: dans tout le pays (...) dans l'ensemble des secteurs d'activité, avec une adhésion forte des travailleurs à l'appel de la CGTP-IN et un large soutien des autres couches de la population.

La Grève générale a été particulièrement suivie dans le secteur productif : dans **l'automobile**, l'Auto-Europa, Renault-Cacia, Exide, Visteon, Delphi ; dans **la métallurgie et de la construction mécanique**, aux Chantiers navals de Viana do Castelo, (...), dans l'industrie du **liège**, dans le **textile** (...)

Le PCP insiste sur la portée de la forte grève dans les transports, comme à la CP (chemins de fer) (...), dans le Métro (...) Tous les ports maritimes, la plupart des ports de pêche, les aéroports et le transport aérien (l'annulation de 600 vols) ont été bloqués.

Le PCP souligne également la mobilisation magnifique des travailleurs des administra-

tions publiques centrale et locales avec des taux de grévistes historiques. La collecte des déchets a été paralysée dans quasiment tout le pays de la collecte des déchets (...). Des centaines d'écoles sont restées fermées.

Le PCP souligne l'importance de la mobilisation convergente de ces divers secteurs et entreprises qu'a permise la rève générale à travers des milliers de piquets de grève, de points d'information, de rassemblements et de manifestations qui ont fait de cette journée de lutte un formidable travail collectif.

3 – **L'extraordinaire participation constatée est d'autant plus à valoriser qu'elle s'est construite sous une pression, une répression et un chantage de plus en plus intenses. Cette grève générale marque une défaite de la campagne idéologique cherchant à présenter la politique de recul social comme inévitable et la lutte comme inutile**, une défaite aux tentatives de restriction et de violation du droit de grève, avec le **au service minimum**, le recours illégal aux forces de sécurité – police et gendarmerie (...). Cette grève générale constitue une victoire sur le conditionnement économique, les menaces de licenciement, de suppression de rémunérations et de primes, la répression et l'intimidation, notamment envers les travailleurs sous contrat précaire, une démonstration de force, de détermination et de combativité sereine (...). Cette grève générale est, en soi, une affirmation de dignité et de combativité de la part de millions de travailleurs (...).

Dans un pays marqué par plus de 35 ans de politique de droite, sujet au processus d'intégration capitaliste de l'Union européenne, victime de la nature du capitalisme et de sa crise, la grève générale a exprimé une exigence, ferme et largement partagée, de rupture.

4 – Le PCP salue les millions de travailleurs qui ont participé à la grève générale, en particulier **les milliers de jeunes qui ont**

fait grève pour la première fois, un élément d'une valeur politique inestimable pour l'avenir.

Nous saluons la CGTP-IN (...), les militants, délégués et dirigeants syndicaux qui ont construit cette forte journée de lutte, réaffirmant le rôle incontournable du mouvement syndical unitaire, avec sa force et son identité, pour constituer la force sociale immense indispensable à la construction d'une vie meilleure, au progrès et à la justice sociale, à la rupture avec les politiques de droite.

5 – **Soumis aux intérêts du grand capital et aux diktats des grandes puissances de l'Union européenne, le Gouvernement, les partis qui soutiennent le Pacte d'agression, le Président de la République ont reçu aujourd'hui une condamnation ferme et sans équivoque.**

La grève a contribué à l'isolement croissant de ceux qui volent le peuple et coulent le pays. Elle pose de façon incontournable une nouvelle phase dans le développement de la lutte de masses qui, tôt ou tard, mettra en échec les objectifs du gouvernement et du grand capital.

Ce qui sort renforcé de la grève générale, c'est une confiance dans la poursuite de la lutte, dans chaque entreprise et lieu de travail, dans chaque localité, dans chaque secteur d'activité, avec des actions à la fois spécifiques et convergentes. Le PCP insiste sur l'importance de la journée de lutte du 30 novembre devant l'Assemblée de la République le jour du vote final du Budget de l'État de 2012.

6 – Le PCP, solidaire de la grève générale, réaffirme son engagement de toujours avec les travailleurs et le peuple portugais. La lutte qui va suivre sera encore plus dure, mais la force et la détermination que cette grève a démontrées nous apportent la conviction qu'il n'est pas seulement nécessaire mais possible de réaliser une politique patriotique et de gauche qui contribue à sauver le pays du désastre qu'on cherche à lui imposer.